

aux ministres des Affaires étrangères du Royaume-Uni, des États-Unis et de France. « Personne ne voudrait rejeter de prime abord une proposition qui pourrait avoir quelque chance d'apporter de bons résultats. » Il a ajouté :

A mon avis, il n'y aurait rien de plus grave ni de plus dangereux que d'admettre de façon plus ou moins définitive que l'homme n'est pas capable de communiquer avec son semblable, en dépit des barrières — qu'elles soient d'ordre politique ou social — et des rideaux — qu'ils soient faits de métal, de propagande ou de tradition — qui existent de nos jours. Dans notre monde d'armes à hydrogène, si les malentendus véritables engendraient, dans l'un ou l'autre camp, cette conviction déprimante que des négociations sincères sont impossibles, ils ne pourraient avoir que des conséquences funestes pour tous.

Cela étant dit, je dois ajouter ceci, bien que l'Ouest ne puisse se permettre de repousser sans examen toute proposition sérieuse émanant de la Russie et tendant à un règlement, il est également évident que nous ne pouvons nous permettre de tomber dans les embûches de la propagande. Le fond des nouvelles propositions soviétiques, tout autant que le moment où elles sont formulées, portent à penser qu'elles visent surtout à retarder la ratification et la mise en œuvre du traité relatif à la Communauté européenne de défense. Ainsi qu'il l'a déjà exposé bien clairement, le Gouvernement du Canada appuie ce projet et espère qu'il se réalisera sans retard. L'Occident ne peut se permettre de renvoyer à plus tard des actes décisifs nécessaires pour assurer sa propre défense uniquement en échange de mots ou de promesses de la part des Soviétiques.

Il va de soi qu'il serait dangereux de tomber dans un piège si évident. Nous devons être prêts à examiner les propositions soviétiques et à négocier patiemment toutes les fois que les négociations semblent avoir quelque chance de se révéler fructueuses; mais, tout en agissant de la sorte, nous devons continuer à appliquer les programmes que, de concert avec nos amis, nous avons jugés nécessaires à notre défense collective, à moins que l'inutilité n'en soit démontrée.

De prime abord, la proposition, de la part des Soviétiques, de faire partie de l'OTAN est certes un peu surprenante et, à vrai dire, sonne un peu faux. L'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord repose sur la confiance mutuelle entre les États et les peuples qui possèdent, sous bien des aspects fondamentaux, une civilisation commune, des peuples qui ont démontré qu'ils désiraient travailler ensemble et qu'ils en sont capables. En outre, l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord est plus qu'une alliance militaire. Elle est plus qu'une organisation de sécurité collective.

Il vaudrait mieux, d'ailleurs, ne pas oublier que nous-mêmes, l'Union soviétique, ainsi que tous les États membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord, appartenons également à l'organisation universelle de sécurité collective que représentent les Nations Unies et que, si l'Union soviétique est maintenant disposée à rendre cette organisation efficace, nous devrions, certes, nous en réjouir, comme de toute possibilité de collaboration dans ce domaine. Les fondations universelles en sont jetées depuis la création des Nations Unies.

### Véritable objectif de l'OTAN

M. Pearson a poursuivi en affirmant que le Gouvernement canadien n'avait jamais dissimulé son opinion que les éléments militaires de l'OTAN étaient une nécessité regrettable et que le véritable objectif demeurerait l'établissement d'un monde où régneront la sécurité et la paix.

Cet objectif est, certes, bien loin d'être atteint, on ne s'en approche même pas encore. Ce serait donc folie de notre part de laisser fléchir notre vigilance tant que la menace actuelle existe.